Si un colloque vaut autant par la liste des intervenants que par sa thématique, il faut convenir que celui qui se tiendra à la Sorbonne le 23 mars 2018, organisé conjointement par l'Université Paris-Sorbonne et par la Saint-Cyrienne (l'association des élèves et anciens élèves de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr), retient l'attention. « *Société civile et communauté militaire : défendre ensemble les valeurs de la France* » : au regard du « *casting toxique* » mobilisé sur le sujet, « *la société civile* » – exclusivement mâle, blanche et riche – offre indéniablement un curieux visage, « *les valeurs de la France* » également. Mais surtout que la manifestation se tienne sous l'égide de l'EN (la Sorbonne, l'académie de Paris, le ministre, qui se charge de l'allocution d'ouverture), en dit long sur l'implication forcée de l'école dans une grossière entreprise d'endoctrinement, finalement bien dans l'air du temps.

Pour parler « *éthique* » et « *morale quotidienne* », qui de plus qualifié que le vice-président du Medef ou le directeur délégué du Fig Mag ? L'éducation, en dehors des deux recteurs d'académie réquisitionnés pour l'occasion, est représentée par… Eric Mestrallet, président du réseau Espérance banlieues : une poignée d'écoles, quelques centaines d'élèves en uniforme au garde-à-vous chaque matin devant le drapeau ; une omniprésence médiatique inversement proportionnelle à l'importance réelle sur le terrain ; mais surtout une influence politique indéniable, notamment chez Blanquer qui n'a jamais caché son admiration pour cette mouvance éducative traditionnaliste proche de la Manif pour tous. Dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, Mestrallet sera le seul intervenant habilité à parler éducation. Il y a 50 ans, la Sorbonne s'était réveillée pour moins que ça…

Espérance banlieues, milieux d'affaires, hauts fonctionnaires de l'EN, mais c'est quand même l'armée qui envoie la plus forte délégation à ce colloque, avec pas moins de huit représentants (et toujours pas la moindre femme). Certains sont bien connus, comme le général de Villiers, qui avait connu son heure de gloire l'été dernier en démissionnant de son poste de chef-d'état major des armées prétextant un budget militaire insuffisant (pensez donc, 35 milliards d'euros pour l'année 2018, une misère !). Il aura finalement été entendu, la loi de programmation militaire pour les 6 prochaines années prévoyant de dépenser pas moins de 295 milliards d'euros pour faire et préparer la guerre. 295 milliards d'euros qui n'iront pas aux budgets civils. Le programme du colloque sur « *société civile et communauté militaire* » prend alors tout son sens : avec de Villiers, pur représentant du lobby militaro-industriel, c'est bien la communauté militaire qui l'emporte sur la société civile, l'école étant chargée de faire passer le message.

Autre célébrité, le général Puga, ancien chef d'état-major particulier de Sarkozy puis de Hollande (sur le personnage, voir l'enquête édifiante de Mediapart), dont la carrière de traîneur de sabre lui confère une légitimité forte pour parler de « *la patrie* », autre thématique du colloque, au côté de Mestrallet…

Entre l'allocution d'ouverture du ministre de l'Education nationale et celle de clôture du ministère des Armées, la boucle sera bouclée. Que dit alors l'organisation d'un tel colloque ? Une thématique fermée, sans aucune validation scientifique, des intervenants soigneusement sélectionnés, nullement représentatifs de la société civile, un réel mépris pour les milieux associatifs et éducatifs, laissés à la porte mais la présence symbolique du ministre de l'Education nationale en un lieu lui-même symbolique. Pendant cette journée, dans un brouillard de phrases creuses et d'affirmations péremptoires, un ministre se met en scène – son activité favorite – non pas pour promouvoir une « *éthique* », une « *action* » ou des « *valeurs* » mais pour imposer, par la magie d'une administration aux ordres, son éthique, son action (son agitation), ses valeurs à l'ensemble des 12 millions d'élèves dont il a momentanément la charge.

Que le message soit patriotique et militaire n'est pas une surprise, ni même une nouveauté, tant l'armée et la patrie ont trouvé leur place, l'ont renforcée, plus exactement, ces dernières années, dans le cursus des élèves. L'éducation à la défense dont l'objectif officiel est de « *faire comprendre*

aux élèves que les militaires servent la nation », s'incruste dans les programmes, les examens officiels (au DNB), la formation des enseignants. L'enseignement de l'histoire à qui Blanquer fixe comme finalité celle de « *faire aimer son pays* » relève d'un même impératif, celui d'éviter toute remise en cause, d'étouffer tout esprit critique sur des questions qui devraient au contraire rester ouvertes, au cœur d'une véritable éducation civique qui ne se réduirait pas, comme c'est le cas aujourd'hui, à un catéchisme officiel : l'armée, la violence d'état sont-elles légitimes ? La patrie, la nation sont-elles les seuls cadres de vie collectifs possibles ? La solidarité doit-elle s'arrêter aux frontières nationales ? Sur quoi fonder une véritable communauté ? Etc.

« *A-t-on encore besoin de valeurs ?* » interroge le colloque. Oui mais pas de celles-là ni avec ces gens-là.